

capture de leur personnel en violation des règles fondamentales du droit et de la pratique internationaux. Les chefs d'Etat et de gouvernement estiment qu'il est nécessaire que tous les gouvernements adoptent des politiques qui contribueront à la réalisation de cet objectif et prennent les mesures appropriées pour empêcher les terroristes de tirer profit de telles infractions. Ils décident également d'apporter soutien et assistance réciproques à leurs missions diplomatiques et consulaires dans les situations impliquant l'occupation de leurs ambassades et consulats et la capture du personnel.

Les chefs d'Etat et de gouvernement rappellent que tout Etat est tenu au regard du droit international de s'abstenir d'organiser des actes terroristes sur le territoire d'un autre Etat, d'inciter à de tels actes, d'y contribuer ou d'y participer, comme de tolérer sur son territoire des activités organisées tendant à la perpétration de tels actes, et déplorent dans les termes les plus vigoureux toute violation de ce devoir.

*

Les réfugiés

Les chefs d'Etat et de gouvernement sont profondément inquiets devant l'accroissement continu du nombre de réfugiés dans le monde entier. Des centaines de milliers de personnes ont déjà quitté la Péninsule indochinoise et Cuba, nombre d'entre eux prenant le risque de fuir par la haute mer. Le Pakistan et l'Iran ont déjà accueilli près d'un million de réfugiés en provenance d'Afghanistan. En Afrique, le nombre de réfugiés s'élève à plusieurs millions.

Les chefs d'Etat et de gouvernement notent avec un profond regret que le nombre de réfugiés ne cesse de s'accroître et qu'en dépit de l'effort majeur d'assistance déployé sur le plan international, leurs épreuves persistent. Ils rendent hommage à la générosité avec laquelle les pays des régions touchées n'ont cessé d'accueillir des réfugiés. Pour leur part, les pays représentés au présent Sommet ont déjà répondu de façon substantielle aux demandes d'assistance et de réinstallation de réfugiés. Ils continueront à le faire, mais leurs ressources ne sont pas illimitées. Ils lancent un appel aux autres pays pour qu'ils s'associent à eux pour contribuer à soulager ces souffrances.

Mais, si grande que soit la détermination de la communauté internationale, il lui sera difficile de soutenir cet effort indéfiniment. Le problème doit être attaqué à la racine.

C'est pourquoi les chefs d'Etat et de gouvernement lancent un appel pressant aux gouvernements responsables de cette immense tragédie humaine pour qu'ils en suppriment les causes et cessent de pratiquer des politiques qui contraignent un grand nombre de personnes à quitter leur propre pays.